

le fermier est son isolement ; c'est d'être privé des moyens de communications que possède l'habitant de la cité. Le fermier n'a pas l'avantage de jouir de ces milles inventions et améliorations si utiles dans l'exercice des diverses industries. Ce qu'il importe de faire est d'améliorer le service postal ; de lui procurer la livraison gratuite des lettres dans les limites d'un circuit d'un rayon modéré.

Je suis heureux d'apprendre que la Commission hydro-électrique d'Ontario rend un grand service au public en développant comme elle le fait son réseau de courants électriques de manière que dans peu d'années, un grand nombre de fermiers pourront faire mouvoir leur machines agricoles au moyen de l'électricité ; puis éclairer et chauffer leurs maisons avec la même force électrique mise à leur service—ce qui accroîtra leur bien-être et réduira leur dépenses domestiques, ou le coût de la vie.

Puis, une autre mesure à prendre est d'améliorer les grandes routes locales. La chose a été essayée, l'année dernière ; mais le Gouvernement fédéral a mis de côté le bill tel qu'amendé et proposé à cette fin. J'espère qu'une reprise du bill, tel que promis dans le discours du Trône, aboutira plus heureusement que la première tentative. Le Sénat est prêt à allouer une subvention presque illimitée à l'amélioration des grandes routes traversant les diverses provinces canadiennes. C'est un sujet auquel toutes les provinces s'intéressent également. Le besoin de bonnes routes se fait également sentir dans chaque provinces, dans l'Île du Prince-Edouard, les autres provinces maritimes, comme dans les provinces de Québec, d'Ontario et les autres provinces. La proposition adoptée en amendement lors de la dernière session par le Sénat portait que l'argent alloué pour l'amélioration du réseau de voies de communication des campagnes fût réparti entre les provinces proportionnellement à leur population respective. Cette proposition était juste et raisonnable ; mais le Gouvernement n'a pas voulu accepter cet amendement. Il a préféré laisser de côté son propre bill, et les provinces ont été ainsi privées des avantages qu'elles eussent retirés de l'allocation prescrite par ce bill.

L'hon. M. CAMPBELL.

Ainsi, ce sont là les divers moyens à employer pour améliorer la condition du fermier.

Il est fait, dans le discours du Trône, allusion aux abondantes moissons que les agriculteurs du pays ont obtenues l'année dernière. Je doute de l'exactitude de cette allusion, et je ne crois pas que le travail de nos agriculteurs ait été aussi rémunéré qu'il aurait dû l'être. On a parlé aussi de la somme considérable d'argent que l'on a obtenue de la vente des récoltes du Nord-ouest, et l'on a estimé cette somme à cinq ou six cent millions de piastres ; mais on ne nous parle pas des immenses déboursés que coûtent les travaux qui produisent ces récoltes.

Pour ce qui concerne Ontario, je ne crois pas que les fermiers aient réalisé autant de bénéfices qu'ils en auraient obtenu si les fermiers de cette province avaient été placés dans les conditions que j'ai essayé d'énumérer, et qu'il est, selon moi, du devoir du gouvernement d'établir.

Si j'approuve l'établissement de collèges ou d'écoles d'agriculture, pour instruire les fermiers, je suis aussi en faveur d'autres moyens à employer, tels que, comme je viens de les indiquer, l'amélioration des grandes routes ; l'augmentation du confort et des facilités en procurant aux fermiers une livraison gratuite des lettres ; en établissant dans toutes les parties du pays l'usage de la force hydro-électrique comme force motrice dans l'emploi de leurs instruments agricoles, etc.

Puis, il y a bien d'autres améliorations ou développements à opérer. Il y a dans le pays des endroits où le sol est bas. Ce sol ne manque pas de fertilité ; mais il a besoin de drainage. Cette opération est très dispendieuse. Comment les deniers publics pourraient-ils être mieux employés qu'en pratiquant de grands canaux pour permettre aux fermiers de drainer leurs terres dans ces canaux ? Les fermiers ne sont pas en état d'entreprendre à leurs frais ces grands canaux. Ils cultivent, par suite, leurs terres sans les drainer, et le résultat final est qu'ils ne tirent du sol qu'environ la moitié de ce qu'il pourrait produire si un drainage avait été fait.

Je crois devoir dire que le gouvernement d'Ontario a fait beaucoup pour les fermiers